

PAR COURRIEL

Québec, le 6 octobre 2022

Madame

**Objet : Demande d'accès à l'information
N/Réf. 0101-484**

Madame,

La présente fait suite à votre demande d'accès reçue le 22 septembre 2022 par laquelle vous désirez obtenir de la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) les documents suivants, soit :

Demande # 1

- copie de tout document faisant état du ratio à respecter en termes de territoire maximal pouvant accueillir des infrastructures par parc national par rapport à la superficie totale du parc (quel est le pourcentage du territoire du parc qui peut accueillir des infrastructures)

Demande # 2

- copie de tout document faisant état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national du Bic, par rapport à sa superficie totale

Demande # 3

- copie de tout document faisant état d'un agrandissement étudié ou projeté pour le parc national du Bic

Demande # 4

- copie de tout document faisant état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national de la Gaspésie, par rapport à sa superficie totale

Demande # 5

- copie de tout document faisant état d'un agrandissement étudié ou projeté pour le parc national de la Gaspésie

Demande # 6

- copie de tout document faisant état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national du lac Témiscouata, par rapport à sa superficie totale

Demande # 7

- copie de tout document faisant état d'un agrandissement étudié ou projeté pour le parc national du lac Témiscouata

En ce qui concerne votre demande # 1, la Sépaq ne détient pas les documents demandés. Les aménagements et les infrastructures dans les parcs nationaux (le ou les « **Parcs** ») sont réalisés selon la nature des zones indiquées sur les cartes de zonage de chaque Parc. Ces zones sont établies par le gouvernement du Québec pour chacun des Parcs et inscrites au Règlement sur les parcs (le « **Règlement** »). Vous pouvez consulter les cartes de zonage en consultant les annexes du Règlement. Notez que pour tous ses projets d'aménagement et d'infrastructures, la Sépaq respecte de manière stricte les zones définies par le gouvernement.



Ainsi, pour votre demande # 1 et conformément à l'article 48 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (la « Loi »), nous vous informons que votre demande relève davantage de la compétence du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, puisqu'il a pour mandat de planifier, de développer et d'encadrer la gestion du réseau des Parcs. La personne responsable de l'accès aux documents pour ce ministère est :

Monsieur Démosthène Blasi

Responsable de l'accès à l'information

Direction du bureau de la sous-ministre et du secrétariat

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

5700, 4e Avenue Ouest, A 413

Québec (Québec) G1H 6R1

Téléphone : 418 627-6370

Sans frais : 1 855 279-9157

Télécopieur : 418 634-3352

Courriel : acces.information@mffp.gouv.qc.ca

Quant à vos demandes # 2, # 4 et # 6, nous vous soumettons les informations suivantes, pour chacun des Parcs visés :

Parc national du Bic : L'état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national du Bic par rapport à sa superficie totale est de 2,14 %. Veuillez noter que ce chiffre est de 3,76 % si la superficie qui superpose le fleuve Saint-Laurent est exclue de la limite officielle du parc.

Parc national de la Gaspésie : L'état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national de la Gaspésie par rapport à sa superficie totale est de 0,08 %.

Parc national du Lac-Témiscouata : L'état du ratio de territoire occupé par des infrastructures dans le parc national du Lac-Témiscouata par rapport à sa superficie totale est de 0,23 %. Veuillez noter que ce chiffre est de 0,25 % si la superficie qui superpose le lac Témiscouata est exclue de la limite officielle du parc.

Nous entendons par « infrastructures » tous les bâtiments, les campings et les stationnements.

À titre indicatif, voici la liste non exhaustive des bâtiments inclus dans l'analyse :

Centre de découverte et de services, centre de services, bureau administratif, chalet, refuge, abri, yourte, amphithéâtre, atelier, entrepôt, garage, remise, hangar, cabanon, bâtiment, historique, hébergement employé, gîte, bloc sanitaire, toilette sèche, guérite, poste d'accueil, pavillon de services, salle, station de pompage et relais.

À titre indicatif, voici la liste des campings inclus dans l'analyse :

Camping aménagé avec et sans services, camping rustique, canot-camping, Espace VR, Bienvenue Cyclistes et prêt-à-camper.

À titre indicatif, voici la liste des stationnements inclus dans l'analyse :

Tous les types de stationnements.

Finalement, pour ce qui est de vos demandes # 3, # 5 et # 7, nous vous informons que ces demandes relèvent également davantage du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, et ce, conformément à l'article 48 de la Loi. En effet, la modification des limites d'un parc est de compétence provinciale. Ainsi, la Sépaq ne détient pas de document à cet effet.



Madame

- 3 -

Le 6 octobre 2022

Considérant que votre demande a été traitée conformément aux dispositions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, nous vous rappelons que vous pouvez demander la révision de la présente décision à la Commission d'accès à l'information, sur demande faite dans les trente (30) jours de la date de la présente décision, en vous conformant aux articles 135 et suivants de la loi précitée. À cette fin, un avis de recours est joint à la présente.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

La directrice des affaires juridiques et
de la gestion contractuelle,

Original signé

Marika Bussière, avocate, ASC

p. j. Avis de recours
Extrait de la Loi

AVIS DE RECOURS EN RÉVISION

RÉVISION

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne peut, lorsque sa demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels ou dans le cas où le délai prévu pour répondre est expiré, demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit; elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

QUÉBEC

Commission d'accès à l'information
Bureau 2.36
525, boul. René-Lévesque Est
Québec (Québec) G1R 5S9

Tél : (418) 528-7741
Télec : (418) 529-3102

MONTRÉAL

Commission d'accès à l'information
Bureau 900
2045, rue Stanley
Montréal (Québec) H3A 2V4

Tél : (514) 873-4196
Télec : (514) 844-6170

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).

APPEL DEVANT LA COUR DU QUÉBEC

a) Pouvoir

L'article 147 de la loi stipule qu'une personne directement intéressée peut porter la décision finale de la Commission d'accès à l'information en appel devant un juge de la Cour du Québec sur toute question de droit ou de compétence.

L'appel d'une décision interlocutoire ne peut être interjeté qu'avec la permission d'un juge de la Cour du Québec s'il s'agit d'une décision interlocutoire à laquelle la décision finale ne pourra remédier.

b) Délais

L'article 149 prévoit que l'avis d'appel d'une décision finale doit être déposé au greffe de la Cour du Québec, dans les 30 jours qui suivent la date de réception de la décision de la Commission par les parties.

c) Procédure

Selon l'article 151 de la loi, l'avis d'appel doit être signifié aux parties et à la Commission dans les dix jours de son dépôt au greffe de la Cour du Québec.

© Éditeur officiel du Québec
Ce document n'a pas de valeur officielle.

Dernière version disponible
À jour au 10 mai 2022

chapitre A-2.1

LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Autre organisme public.

48. Lorsqu'il est saisi d'une demande qui, à son avis, relève davantage de la compétence d'un autre organisme public ou qui est relative à un document produit par un autre organisme public ou pour son compte, le responsable doit, dans le délai prévu par le premier alinéa de l'article 47, indiquer au requérant le nom de l'organisme compétent et celui du responsable de l'accès aux documents de cet organisme, et lui donner les renseignements prévus par l'article 45 ou par le deuxième alinéa de l'article 46, selon le cas.

Lorsque la demande est écrite, ces indications doivent être communiquées par écrit.

1982, c. 30, a. 48.